

## CULTURE DU RISQUE : QUAND LA REALITE S'IMPOSE !

La culture du risque, thématique de la conférence nationale des CLI, est assurément un principe important et évident à mettre en œuvre.

Et si comme on dit le risque zéro n'existe pas, pour autant les activités dangereuses, elles, existent bel et bien et nous avons des exemples quasi quotidiens depuis des poids lourds de produits dangereux couchés sur des voies express ou des autoroutes jusqu'aux incendies dans des usines Seveso dont le plus révélateur en date est celui de Lubrizol en septembre 2019 en Seine Maritime.

Alors bien que sans doute le risque nucléaire soit le plus important en terme d'impact éventuel sur la population, la survenance de l'accident dans ce domaine est plus aléatoire en France.

Pour autant et dans la mesure où la France s'est dotée de 56 réacteurs et d'une dizaine d'usines liées au nucléaire (transformation et enrichissement, fabrication du combustible, retraitement, stockage, etc ..), statistiquement sur 66 millions d'habitants, 2,4 millions résident à moins de 20 kms (nouveau périmètre PPI) d'une centrale et 58 % soit 38 millions habitent à moins de 100 kms.

Des chiffres clairs sur la présence sur l'ensemble du territoire d'un risque nucléaire assez proche, l'occasion de rappeler que face à ce risque la protection des populations affiche un certain nombre de trous dans la raquette...

Petit rappel de certains faits sur la prise en compte de protection des populations :

- Extension de 10 à 20 kms du périmètre des PPI alors qu'à Fukushima l'évacuation de la population a été faite dans le rayon de 30 km autour de la centrale et comme le disait Pierre Franck Chevet président de l'ASN à l'Assemblée nationale en juillet 2013 « *"L'impact de l'accident de Fukushima s'étend à 80 kilomètres autour de la centrale. Il faut transposer cette réalité au contexte de certaines régions européennes, densément peuplées, pour mesurer la manière dont nous devrions gérer une telle situation au niveau européen."*

- des exercices de crise autour des centrales tous les 5 ans, certains simulés sans aucune participation des populations ni mise en route des sirènes d'alerte mais seulement un jeu d'acteurs avec quelques personnes sur le terrain et des ordinateurs depuis une cellule opérationnelle au sein des Préfectures comme l'exercice de crise à Golfech en juin 2023.

- certains exercices de crise avec faible périmètre de participation des populations et des établissements scolaires (2 classes évacuées lors de l'exercice de crise du Blayais le 21 octobre 2021)

- des distributions de pastilles d'iode mises en œuvre sur la base de fichiers commerciaux dont le résultat officiel pour la dernière opération de 2019 était ainsi commenté par l'ANCCLI en mai 2021 « *La dernière campagne de distribution d'iode a eu lieu en février 2019. 5 millions d'euros y ont été consacrés. Avec un taux d'échec de 75%, le bilan est rude. Sur les 2,2 millions de riverains ciblés, seuls 550 000 sont allés chercher leur comprimé en pharmacie* »

- des moyens d'alerte non fiables (le système FR Alert envoi automatique d'une alerte sur portable dans zone déterminée). Lors de l'exercice de Golfech en juin dernier, moins de la moitié des présents dans la salle de commande de la Préfecture ont reçu l'alerte et au sein de couples résidant au même endroit et abonnés au même opérateur l'un l'a bien reçu mais l'autre non ! Et comme le dit La Dépêche du Midi du 5 octobre rapportant les propos de la Préfecture « *Pour 150 000 habitants sur trois départements (Tarn-et-Garonne, Lot-et-Garonne et Gers), 600 mobiles ont été touchés dans le Tarn-et-Garonne, 758 dans le Lot-et-Garonne et 118 dans le Gers.* »

- des communes sans soutien de l'État pour les infrastructures d'alerte (sur un recensement de la Préfecture de Gironde en 2019 concernant les 80 communes du PPI, 33 communes de Gironde sur 57 ne disposent pas d'une sirène et les 23 communes concernées de Charente-Maritime non plus !)

FNE pose donc publiquement la question à l'occasion de cette conférence des Commissions locales d'information :

## **Quand l'État aura-t-il le courage d'assumer réellement sa mission de protection des populations ?**